

Zoom sur ...

... le rapport Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, publié le 8 juin 2020**❖ Le monde devrait connaître sa plus grave récession depuis des décennies en raison de la pandémie de la COVID-19**

Le choc produit par la pandémie de COVID-19 et par les mesures d'arrêt de l'activité prises pour l'enrayer plonge l'économie mondiale dans une grave récession. **Selon la Banque mondiale (BM), le PIB mondial diminuera de 5,2% en 2020**, soit la plus forte récession planétaire depuis la Seconde Guerre mondiale. En outre, la fermeture des écoles et les difficultés accrues d'accès aux soins de santé primaires auront probablement **des effets durables sur le développement du capital humain**. Pour rappel, en mai dernier, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) alertait sur [le risque de voir l'Indice de développement humain mondial décliner pour la première fois depuis sa création](#) en 1990.

La BM anticipe **un rebond de l'économie mondiale à 4,2% en 2021**, sous l'hypothèse d'un reflux de la pandémie suffisant pour permettre la levée des restrictions nationales, d'une reprise des activités dans le courant de l'année ainsi que d'un rétablissement rapide des marchés financiers.

❖ L'Afrique subsaharienne subit le contrecoup de la pandémie

En plus des efforts visant à contenir la propagation du virus qui ont perturbé le fonctionnement des économies nationales, **l'Afrique subsaharienne subit le contrecoup de la pandémie chez ses principaux partenaires commerciaux, de la perturbation des voyages internationaux** (c'est notamment le cas du Cap-Vert et de Maurice) **et des chaînes d'approvisionnement, ainsi que de l'effondrement des prix des matières premières**, notamment le pétrole et les métaux industriels. Ces chocs ont exacerbé l'aversion des investisseurs pour le risque et entraîné des sorties importantes de capitaux, des dépréciations monétaires (de plus de 25% dans certains pays), de fortes baisses sur les marchés boursiers et une augmentation des spreads souverains sur les marchés internationaux.

L'activité économique de la région devrait se contracter de 2,8% en 2020, repli le plus important jamais enregistré, soit **5,8 pp de moins que la prévision**

initiale. Cette récession est largement tirée par les trois mastodontes de la région, à savoir le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola. D'ailleurs, en excluant ces 3 pays, la récession en Afrique subsaharienne devrait être moindre, à -0,3%.

Sur le continent, la baisse du PIB par habitant est estimée à 5,3%, et risque de **faire retomber des millions de personnes dans l'extrême pauvreté**.

En Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana), 5 pays sur 14 devraient connaître une récession – la pire étant pressentie au Cap-Vert (-5,5%) en raison de sa forte dépendance au secteur touristique. A l'inverse, bien qu'affaiblie, la plus forte croissance serait enregistrée au Bénin (+3,2%). Par ailleurs, dans cette région, la faiblesse des cours du pétrole brut devrait **différer la mise en exploitation des grands projets pétroliers et gaziers**, notamment au Niger, au Sénégal et en Mauritanie.

❖ Les économies de la région pourraient être parmi les plus dynamiques d'Afrique en 2021

La croissance en Afrique subsaharienne pourrait reprendre en 2021 pour atteindre 3,1% (**4,1% hors Afrique du Sud, Angola et Nigéria**) si la pandémie recule au deuxième semestre 2020 et si la croissance reprend chez les grands partenaires commerciaux. Les trois **économies les plus dynamiques** de la région se situeraient alors en Afrique de l'Ouest, à savoir **la Côte d'Ivoire (+8,7%), le Niger (+8,1%) et la Guinée (+7,9%)**.

En Afrique de l'Ouest, le rebond anticipé en 2021 proviendrait de divers facteurs selon les pays. En Guinée-Bissau, la normalisation de la situation politique devrait soutenir le relèvement de l'économie. Au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo, la reprise serait facilitée par la mise en œuvre des projets d'infrastructure et l'augmentation des investissements privés liée à l'amélioration progressive du climat des affaires.

Les principaux facteurs de risque à la reprise en Afrique subsaharienne tiennent (i) à une **non-maîtrise de la pandémie** aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de chaque pays ou encore chez les principaux partenaires commerciaux, et (ii) à la **forte pression qu'elle engendrerait sur les ressources publiques**, avec comme conséquence, le surendettement et une réduction des services publics essentiels.

Estimations et prévisions de la Banque Mondiale (*Perspectives économiques mondiales*, juin 2020)

Pays	Taux de croissance en 2019 (%)	Taux de croissance en 2020 (%)			Taux de croissance en 2021 (%)	Cas de COVID-19 au 11/06/2020
		Prévision de janvier	Prévision de juin	Différence (pp)		
Bénin	6,9	6,7	3,2	-3,5	6,0	388 (5 décès)*
Burkina Faso	5,7	6,0	2,0	-4	5,8	892 (53 décès) ⁹
Cap-Vert	5,5	5,0	-5,5	-10,5	5,0	657 (6 décès)
Côte d'Ivoire	6,9	7,0	2,7	-4,3	8,7	4 404 (41 décès)
Gambie	6,0	6,3	2,5	-3,8	6,5	28 (1 décès)*
Guinée	5,6	6,0	2,1	-3,9	7,9	4 372 (23 décès)
Guinée-Bissau	4,7	4,9	-1,6	-6,5	3,1	1 389 (12 décès)
Libéria	-2,3	1,4	-2,6	-4	4,0	410 (31 décès)*
Mali	5,1	5,0	0,9	-4,1	4,0	1 586 (94 décès)
Mauritanie	6,3	5,7	-2,0	-7,7	4,2	1 439 (74 décès)
Niger	6,3	6,0	1,0	-5	8,1	974 (65 décès)
Sénégal	5,3	6,8	1,3	-5,5	4,0	4 851 (56 décès)
Sierra Leone	5,1	4,9	-2,3	-7,2	4,0	1 085 (50 décès)
Togo	5,3	5,5	1,0	-4,5	4,0	524 (13 décès)
UEMOA	6,1	6,4	1,9	-4,5	6,3	7 856 (334 décès)
Afrique subsaharienne	2,2	2,9	-2,8	-5,8	3,1	154 831 (3 302 décès)
Monde	2,4	2,5	-5,2	-7,7	4,2	7 547 550 (422 058)

ACTUALITE REGIONALE

La Mauritanie, le Niger, la Côte d'Ivoire bénéficient officiellement de l'initiative de suspension du service de la dette du G20 et du Club de Paris

Au titre de l'initiative du G20 relative à la suspension du service de la dette (DSSI), le Club de Paris a approuvé la suspension du service de la dette des trois Etats envers les pays créanciers membres, du 1^{er} mai au 31 décembre 2020. Le montant de ce report de paiement n'a pas été communiqué. [La Mauritanie](#), [le Niger](#) et [la Côte d'Ivoire](#) font partie des premiers pays officiellement bénéficiaires du moratoire. Pour rappel, [le Burkina Faso](#) et [le Mali](#) ont déjà annoncé bénéficier de l'initiative. [Dans un communiqué publié par le Ministère sénégalais des Finances et du Budget le 10 juin](#), le Sénégal a par ailleurs indiqué vouloir adhérer à l'initiative, qui se matérialiserait par la suspension du paiement du principal et des intérêts pour un montant de 90,6 Mds FCFA (138,6 M EUR) entre le 1er juin 2020 et la fin de l'année, soit 13,51 % du service de la dette extérieure sénégalaise dû en 2020. Les ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris s'étaient accordés, le 15 avril 2020, sur une suspension temporaire du service de la dette pour les pays les plus pauvres, faisant écho à la demande formulée le 19 mars par les ministres africains des Finances, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, puis reprise par la Banque mondiale et le FMI. L'objectif de la DSSI est d'aider ces pays à faire face économiquement aux conséquences de la pandémie de COVID-19, notamment en leur permettant d'utiliser l'espace budgétaire créé pour augmenter les dépenses sociales, sanitaires ou économiques en réponse à la crise.

La Banque africaine de développement octroie 20 M USD pour contenir la propagation de COVID-19 dans les pays du G5 au Sahel

[Le 9 juin, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé un financement de 20 M USD](#) sous forme de dons du Fonds africain de développement, afin de renforcer les capacités de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad contre la propagation de la pandémie de COVID-19. Le projet (i) soutiendra la surveillance épidémiologique et la capacité de gestion des cas, (ii) mettra à disposition des produits médicaux pour la prévention, le contrôle et le traitement de la COVID-19, (iii) assurera le déploiement de mesures de protection sociale dans les communautés ciblées, en particulier les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les réfugiés et leurs communautés d'accueil et (iv)

renforcera les systèmes d'alimentation et de nutrition. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) apportera un soutien opérationnel au projet. Un financement supplémentaire de 1,4 M USD provenant de la facilité de soutien transitoire de la Banque sera également déployé dans les pays du G5 pour soutenir la formation sur la biosécurité et la gestion des déchets biomédicaux dans les pays concernés.

Le Conseil de sécurité de l'ONU sur le G5 Sahel, organisé le 5 juin 2020, s'alarme de la multiplication des manquements aux droits humains par les armées nationales

Quelques heures avant l'annonce du décès d'un des chefs des groupuscules terroristes au Mali, [le Conseil de sécurité s'est réuni virtuellement, le 5 juin, à New York](#), pour renouveler son soutien à la lutte anti-terroriste du G5 Sahel. Les participants se sont félicités des progrès réalisés par la force conjointe depuis le sommet de Pau, mais se sont également montrés inquiets à propos des manquements aux droits humains par les armées nationales constatés depuis le début de l'année. [Le premier rapport sur les droits humains de la Minusma](#) (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) dénombre en effet 101 exécutions extrajudiciaires par l'armée malienne entre janvier et mars, et une trentaine par l'armée nigérienne. Par ailleurs, le Conseil s'est félicité que le G5 soit renforcé dès cet été par la centaine de forces spéciales européennes du dispositif Takuba. Pour rappel, la région est en proie à une forte insécurité liée à la menace djihadiste depuis 2012. Le 11 juin 2020, une attaque en Côte d'Ivoire a fait une dizaine de morts, membres d'un poste mixte de l'armée et de la gendarmerie à la frontière burkinabé. Il s'agit de la première attaque notable commise sur le sol ivoirien depuis celle de Grand Bassam, en 2016.

La liste des lauréats du « Challenge des 1000 entrepreneurs », organisé dans le cadre du sommet Afrique-France, dévoilée

Le Secrétariat Général du Sommet Afrique-France, Digital Africa et les membres du jury du « Challenge des 1000 entrepreneurs » ont dévoilé [la liste des 1000 lauréats](#) de ce concours organisé dans le cadre du sommet Afrique France, qui devait se tenir du 4 au 6 juin 2020 à Bordeaux avant d'être reporté en raison de la pandémie de COVID-19. Les 1000 entrepreneurs, à parité parfaite entre les hommes et les femmes, proviennent de 53 pays africains. Parmi ces lauréats, 180 sont originaires d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana) – dont 59 de Côte d'Ivoire (4^{ème} pays le plus représenté), 52 du Sénégal (5^{ème}), 32 du Bénin et 28 du Togo. Ils bénéficieront d'un programme d'accompagnement dédié, leur permettant d'avoir accès à des financements, de la formation, des mises en réseaux ainsi que de la visibilité pour leurs projets. Ce programme s'appuie sur un tissu de partenaires français et africains, au travers notamment de mentorat, de mises en relation, de bourses ou encore de financements publics et privés. Les entrepreneurs accéderont au campus d'été de la plateforme Digital Africa, lancé à partir du mois de juillet 2020. Au programme : des cycles de Masterclass gratuites axées dans un premier temps sur la résilience entrepreneuriale en temps de crise, ou encore des sessions hebdomadaires de partage d'expérience par secteur d'activité.

BENIN

La Banque mondiale octroie 160 M USD pour la compétitivité des chaînes de valeur de l'ananas et l'anacarde

[La Banque mondiale a approuvé, le 2 juin, un crédit de 160 M USD](#) de l'Association internationale de développement (IDA) pour aider le Bénin à améliorer la productivité et l'accès au marché des chaînes de valeur agroalimentaires de l'ananas et de la noix de cajou. Ce programme de compétitivité agricole et de diversification des exportations vise notamment à promouvoir de nouvelles chaînes de valeur à fort potentiel commercial, notamment les produits frais. Près de 10 000 hectares de plantations vieillissantes seront remplacés ou nouvellement développés par du matériel végétal à haut rendement fourni aux producteurs. Ce matériel végétal sera également mis à la disposition des producteurs qui souhaitent se lancer dans la culture d'autres produits frais. Enfin, le projet prévoit la construction d'un terminal de fret frigorifique pour les produits hautement périssables et des infrastructures commerciales connexes au futur aéroport de Glo-Djigbé. Il soutiendra les investissements du secteur privé tout au long des chaînes de valeur sélectionnées et l'installation de services logistiques au Bénin grâce à un mécanisme de soutien aux investissements agricoles

avec des subventions de contrepartie pour les bénéficiaires et un mécanisme de partage des risques. Pour rappel, le secteur agricole représente plus de 22% du PIB du pays.

Le gouvernement béninois dévoile les mesures d'atténuation des effets socio-économiques de la pandémie de COVID-19

[Lors du Conseil des ministres du 10 juin](#), le gouvernement a validé le plan d'actions destiné à aider les entreprises, les artisans et les ménages à faire face aux conséquences économiques de la pandémie. Évaluées à 74,1 Mds FCFA (112,8 M EUR), ces mesures s'articulent autour de trois axes : (i) 63,4 Mds FCFA (96,5 M EUR) sont destinés aux diverses mesures de soutien annoncées au profit des entreprises ; (ii) 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) sont destinés aux 55 000 artisans et petits métiers qui se sont inscrits sur la plateforme digitale mise en œuvre à cet effet, dans les mairies ou les centres sociaux ; (iii) 5,8 Mds FCFA (8,8 M EUR) de subvention sur les tarifs de l'électricité et de l'eau, à destination des citoyens les plus pauvres. Pour rappel, au 11 juin 2020, le Bénin totalise 305 cas avérés de coronavirus, dont 4 décès.

BURKINA FASO

La Banque mondiale octroie 148 M USD au Burkina Faso pour le renforcement de la gestion des finances publiques et du système de santé

[Le 5 juin, la Banque mondiale a approuvé un financement de 148 M USD](#) constitué à parts égales d'un don et d'un crédit alloués par l'Association internationale de développement (IDA). Ce financement est le deuxième d'une série de trois opérations à l'appui des politiques de développement (DPF) pour la gestion des finances publiques, la croissance durable et les services de santé. Il soutiendra les réformes prévues par le Plan national de développement économique et social adopté par les autorités pour la période 2016-2020, tout en contribuant au renforcement de la réponse d'urgence à la pandémie de COVID-19. Il a pour objectifs d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures et l'efficacité de la dépense publique, de renforcer le système de santé et les services sociaux, ainsi que d'accroître la productivité tout en réduisant l'impact environnemental des activités minières et d'élevage.

L'impact du COVID-19 sur les recettes au T1 2020 atténué par la TVA et les droits de licence 4G

[Selon le rapport d'exécution du budget 2020 pour le premier trimestre 2020](#), l'Etat burkinabè a mobilisé 449,1 Mds FCFA (684,1 M EUR) de recettes, soit un taux de réalisation de 20,1%, contre 20,5 % sur la même période en 2019. Ces recettes sont composées pour 403,7 Mds FCFA (614,9 M EUR) de recettes propres, dont 191,3 Mds FCFA (291,4 M EUR) de la direction générale des impôts (19,8% de taux de réalisation contre 21,2% attendus). La TVA enregistre un total recouvré de 139,1 Mds FCFA (211,9 M EUR), soit un taux de réalisation de 20,8%. 157,8 Mds FCFA (240,4 M EUR) ont été mobilisés par les Douanes (soit un taux de recouvrement de 21%) et 54,6 Mds FCFA (83,1 M EUR) par le Trésor public, grâce au recouvrement de la tranche 2020 des droits de licence 4G versés par la société française Orange en janvier.

Achat des permis aurifère de Niou et de Niou Sud par le groupe russe Nordgold

Le groupe minier russe Nordgold a fait l'acquisition des permis aurifère de Niou et de Niou Sud détenus par la société australienne Mako Gold Limited pour 700 000 USD. La société conservera toutefois une redevance de 1% sur les revenus nets de fonderie si Nordgold découvre une ressource aurifère d'au moins 2 millions d'onces à Niou, qui pourra être rachetée par le groupe russe pour un montant de 4,5 M USD. Ces permis sont situés dans la province de Koulwéogo (région du Plateau central) à une centaine de kilomètres au Nord-ouest de la capitale. Pour rappel, l'or est le premier produit d'exportation du Burkina Faso (66% de ses exportations totales en 2018), qui en a extrait près de 60 tonnes en 2018, faisant du pays le 5^{ème} plus grand producteur africain.

CAP-VERT

La Bourse du Cap-Vert a émis plus de 65 M EUR de titres de janvier à mai

[Le Président de la Bourse du Cap-Vert](#) a souligné l'augmentation des émissions de l'État au cours des cinq premiers mois de l'année, en particulier en bons du Trésor, pour trouver des solutions de financement dans le cadre de la pandémie. Plus de 7,2 Mds CVE (65 M EUR) de bons du Trésor ont été émis de janvier à mai 2020 sur le marché primaire. Sur le marché secondaire, l'émission totale a été de 5,7 M CVE (51 000 EUR).

COTE D'IVOIRE

Maintien de l'état d'urgence et des mesures d'isolement du Grand-Abidjan face au COVID-19

A la suite de sa réunion de suivi de l'évolution de la pandémie, [le Conseil National de Sécurité a décidé](#) de maintenir (i) l'isolement du Grand Abidjan, en renforçant le contrôle aux entrées/sorties, (ii) l'état d'urgence, et (iii) la fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes jusqu'au mardi 30 Juin 2020.

L'agence de notation financière Fitch maintient la note de la Côte d'Ivoire à B+

Fitch Ratings a annoncé, [dans un communiqué publié le 3 juin 2020](#), avoir maintenu à « B+ » (catégorie « Très spéculatif ») la note de la Côte d'Ivoire avec des perspectives positives, à la faveur de la prudence budgétaire et des réformes engagées par les autorités ivoiriennes. L'agence estime ainsi que la dette publique devrait se stabiliser à moyen terme bien en dessous des médianes « B » et « BB » actuelles, malgré l'impact temporaire sur les finances publiques et le ralentissement de la croissance économique lié à la pandémie. Ces perspectives reflètent aussi les prévisions de croissance globalement positives du pays. L'agence de notation anticipe une croissance économique de 2% du PIB ivoirien 2020 mais une reprise à 8,5% en 2021. De plus, les déficits extérieurs et budgétaires comparativement modérés et la faible inflation limitent les risques pour la stabilité macroéconomique. Ces points forts de la notation sont mis en balance par les risques politiques actuels à l'approche des élections présidentielles, la forte dépendance à l'égard des produits agricoles de base et les indicateurs de développement relativement faibles.

La Banque africaine de développement approuve un appui budgétaire de 75 M EUR

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé, le 8 juin, un prêt de 75 M EUR](#) sous forme d'appui budgétaire en faveur de la Côte d'Ivoire, afin de financer le programme d'appui à la riposte contre le COVID-19. L'aide financière de la Banque, accordée dans le cadre de la Facilité de réponse rapide à la pandémie de COVID-19, appuiera notamment la mise en place d'une plateforme de géolocalisation des malades confinés. Le premier objectif du programme est d'augmenter le nombre de tests de diagnostic d'ici la fin décembre 2020 et de renforcer les capacités de prise en charge des malades dans le courant du troisième trimestre de 2020. Le deuxième objectif est de soutenir les mesures limitant l'impact de la pandémie sur les populations les plus vulnérables. Ce financement permettra ainsi de faire bénéficier 117 180 nouveaux ménages à des transferts monétaires, d'une valeur de 75 000 FCFA (114 EUR). Pour rappel, au 11 juin 2020, la Côte d'Ivoire totalise 4404 cas avérés de coronavirus, dont 41 décès.

Adoption des 3 conventions de financement entre l'AFD et la Côte d'Ivoire pour un montant total de 173 M EUR

[Le Conseil des ministres ivoiriens du 10 juin 2020](#) a approuvé la signature des conventions de crédit conclues la semaine passée avec l'Agence française de développement (AFD), d'un montant total de 173 M EUR. Les financements mobilisés permettront (i) [d'abonder les projets de développement et de réhabilitation des routes avec le ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier](#) (réhabilitation de la route du nord entre Bouaké et Ferkessedougou, du Pont Félix Houphouët-Boigny et la construction, en zone rurale, de 11 ponts métalliques) pour 36 Mds FCFA (55 M EUR), (ii) de construire une ligne de bus à haut niveau de service entre Yopougon et Bingerville en partenariat avec la Banque mondiale pour 59 Mds FCFA (89 M EUR), (iii) et de renforcer les capacités de prévision météorologique de la SODEXAM, avec des retombées économiques directes attendues pour la productivité agricole et la gestion des risques d'inondations pour 18,4 Mds FCFA (28 M EUR).

457 K EUR de dons de l'Organisation mondiale de la santé à l'INSP pour la lutte contre le COVID-19

[L'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) a offert, le 5 juin dernier, à l'amphithéâtre de l'Institut national de la santé publique \(INSP\)](#), des équipements et du matériel audiovisuels d'une valeur de 300 M FCFA (457 K EUR) à 85 districts sanitaires, en présence du ministre de la Santé et de l'hygiène Publique. Ces dons composés, entre autres, d'ordinateurs, onduleurs, stabilisateurs, boîtes de connexion internet, télévisions, web camera, trépieds, microphone, tablettes, cameras, table de mixage, visent à renforcer la plateforme multi-média de l'INSP et favoriser, la formation à distance des districts sanitaires.

Réduction des délais de délivrance des arrêtés de concession définitive de 3 à 6 mois maximum

[Le ministère de la Construction, du logement et de l'urbanisme](#), a annoncé que de nouvelles mesures seront prochainement proposées afin de réduire les délais de délivrance des arrêtés de concession définitive sur une période comprise entre 3 et 6 mois maximum. Cette amélioration dans la procédure administrative de délivrance de cet acte permettra de réduire les plaintes formulées par les usagers et de faciliter l'acquisition de titre de propriété des terrains urbains.

GUINEE

Le consortium sino-singapouro-guinéen SMB-Winning signe avec la Guinée la convention de base de 15 Mds USD portant sur l'exploitation des blocs I et II des gisements de Simandou

Suite à l'approbation en [Conseil des ministres le 4 juin 2020](#) de la signature de la convention de base pour l'exploitation des gisements de minerai de fer des blocs I et II de Simandou, d'une durée de 25 ans, [le consortium sino-singapouro-guinéen SMB-Winning](#) et le gouvernement guinéen ont procédé à [la signature effective de cette convention le 6 juin](#), au ministère des Mines et de la Géologie. Pour rappel, le consortium (appuyé par le cabinet d'avocat August Debouzy et le cabinet d'audit PwC) avait remporté l'appel d'offres et été déclaré adjudicataire provisoire dès le 12 novembre 2019. L'investissement prévisionnel total du projet est de 14 Mds USD, dont 6 Mds USD doivent être financés sur fonds propres. Le ministère estime que les revenus directs pour l'Etat guinéen sur la durée de la convention seront de 15,5 Mds USD. Le projet prévoit l'exploitation du minerai de fer des blocs I et II du Mont Simandou – plus grande réserve mondiale inexploitée de minerai à haute teneur en fer – ainsi que la construction d'une ligne ferroviaire de 650 km qui reliera le site au port en eaux profondes de Matakong, en Guinée-Maritime – dont la construction est également prévue. La SMB doit présenter une étude de faisabilité dans un délai de 30 mois, et la première production commerciale devrait être atteinte à horizon de 74 mois.

Conakry Terminal met officiellement en service le port sec de Kagbelen

Conakry Terminal, [filiale de Bolloré et opérateur du terminal à conteneurs du Port de Conakry](#), a officiellement mis en service le port sec de Kagbelen, situé dans la commune urbaine de Dubréka, à 35 km de la capitale guinéenne. Ce port sec, qui s'étend sur une superficie de 30 hectares, dispose d'un espace aménagé de 5 hectares pour une capacité de stockage de 2 000 véhicules. Il accueille en priorité les véhicules en transit pour le Mali, ainsi que les véhicules non livrés après 10 jours de stationnement sur le parc du terminal du Port de Conakry. D'un coût global de 1,7 M EUR, l'aménagement et l'équipement du port sec de Kagbelen permet désormais à la Guinée de disposer d'une zone sous douane connectée au système informatique des Douanes. L'aménagement et la mise en service de cette plateforme logistique permettront de décongestionner le Port de Conakry et d'absorber la croissance des volumes de véhicules importés.

Une agence d'aménagement et de gestion des parcs industriels bientôt créées

[Le gouvernement guinéen a adopté, le 4 juin dernier](#), le projet de décret portant création d'une agence d'aménagement et de gestion des parcs industriels (AGESPI), sur proposition du ministre de l'Industrie et des PME. Cette agence aura pour principaux objectifs de (i) concentrer les infrastructures nécessaires au développement des activités industrielles afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles ; (ii) attirer les entreprises et favoriser la création d'emplois dans le secteur ; (iii) optimiser la collecte des recettes fiscales.

La Banque africaine de développement octroie 3,2 M USD pour trois projets de développement

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) en Guinée et le gouvernement guinéen ont procédé, entre le 21 et le 26 mai, à la signature de 3 accords de prêt de 3.2 M USD](#) pour de nouveaux projets dans la numérisation, les énergies vertes et l'appui à la compétitivité de la chaîne de valeur du miel. Ces engagements portent le portefeuille actif de projets financés par la BAfD en Guinée à 556 M USD et concernent : (i) le projet de digitalisation des paiements gouvernementaux des pays de l'Union du fleuve Mano qui vise à créer en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, un écosystème de paiement numérique ; (ii) le programme de développement des mini-réseaux verts en Guinée qui doit soutenir l'Agence guinéenne pour l'électrification rurale dans la mise en place de projets de 57 mini-réseaux verts dans le pays. Cette subvention du Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA) permettra de financer spécifiquement des études de pré faisabilité techniques, économiques, financières et d'impact environnemental et social des projets de mini-réseaux verts, identifiés par le gouvernement avec l'aide de l'Agence française de développement ; et enfin, (iii) l'exécution du projet d'appui à la compétitivité de la chaîne de valeur du miel en Guinée, financé par le Fonds Africain pour le Commerce, qui a pour objectif de restructurer les groupements apicoles de la COPRAKAM (Coopérative de production d'arachide de karité et de miel), d'augmenter la quantité et de la qualité du miel, de renforcer la capacité opérationnelle et de commercialisation de la coopérative ainsi que de préserver les écosystèmes.

Le Parlement adopte une convention controversée de prêt de financement de 230 M EUR dans le domaine de l'éducation

Les députés guinéens, réunis en session plénière, ont adopté le 5 juin dernier [une convention de prêt de financement destinée à des projets de construction d'infrastructures dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle](#) dans les huit régions administratives du pays. Le montant du crédit est de 230 M EUR, le taux d'intérêt de 1,5 %, et la durée du crédit de 31 ans dont une période de grâce de 5 ans. Plusieurs députés se sont interrogés, lors des débats, sur l'identité du bailleur, [la société Palumbo Group Ltd](#) et son partenaire financier Trinity Wealth Management AG. Ils auraient fait remarquer que le projet n'aurait pas bénéficié d'une étude de faisabilité. En définitive, la convention a été adoptée avec 92 voix pour, 3 contre et 2 abstentions.

LIBERIA

Approbation d'une aide d'urgence du FMI de 50 M USD en soutien à la lutte contre la COVID-19

[Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international \(FMI\) a approuvé le 5 juin le décaissement de 50 M USD au profit du Libéria](#) – soit 1,7 % du PIB du pays – via la facilité de crédit rapide (FCR). Cette somme, ajoutée à un allègement de la dette approuvé le 13 avril, doit permettre au pays de répondre à ses besoins urgents en matière de balance des paiements, estimés à 150 M USD (5,1% du PIB). Le communiqué indique que les résultats obtenus dans le cadre du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit sont faibles, bien que la plupart des objectifs budgétaires et des repères structurels à la fin décembre aient été atteints. Le programme monétaire a largement dévié de ses objectifs, principalement en raison (i) d'une pénurie de billets de banque en dollars libériens en période de forte demande de liquidités ; (ii) d'une pénurie aiguë de liquidités en dollars US dans le secteur bancaire. Pour faire face à la pénurie de dollars libériens et au besoin croissant de liquidités en dollars américains, les autorités ont passé un contrat pour l'impression de billets de banque supplémentaires en dollars libériens et sont en train de formuler des mesures à inclure dans le budget de l'exercice 2021 pour augmenter les liquidités en dollars US. Pour rappel, comme 2019, le pays devrait nouvellement enregistrer une récession de -2,5% du PIB en 2020.

MALI

2,3 M USD supplémentaires des Etats-Unis pour lutter contre la COVID-19

Le 9 juin 2020, [l'Ambassadeur des Etats-Unis au Mali et le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale ont signé un amendement à l'Accord des Objectifs de Développement](#) (DOAG) de l'Agence

des États-Unis pour le développement international (USAID), d'un montant supplémentaire de 2,3 M USD d'aide contre la COVID-19. Les nouveaux fonds sont utilisés pour diffuser des messages de prévention de prise en charge de la COVID-19, en vue de lutter contre la désinformation et pour soutenir l'assainissement et l'hygiène dans les communautés. Ce nouvel engagement financier porte le total de l'assistance américaine en réponse à la COVID-19 au Mali à 9,1 M USD.

Le gouvernement accorde une subvention de 35 Mds FCFA à la filière coton

[Le gouvernement malien accordera une subvention à titre exceptionnel d'un montant de 35 Mds FCFA \(53,3 M EUR\) à la filière cotonnière](#) pour la campagne 2020/2021, ont annoncé le Premier ministre et le ministre de l'Agriculture à l'issue d'une rencontre avec le PDG de la Compagnie malienne pour le développement textiles (CMDT). Cet appui se traduira par un bonus de 50 FCFA (0,08 EUR) sur chaque kilogramme de coton vendu à la CMDT, qui détient le monopole de l'égrenage. Les autorités ont également indiqué que le prix d'achat du coton sera maintenu à 200 FCFA/kg (0,30 EUR) en 2020/2021 (soit 250 FCFA/kg pour les producteurs, avec le bonus annoncé) contre 275 FCFA/kg (0,42 EUR) un an plus tôt. Par ailleurs, les producteurs devront acheter les intrants à leur prix courant cette saison alors qu'ils les acquéraient à prix réduit jusqu'ici, en vertu du programme de subventions du gouvernement. Pour rappel, le Mali était le 2^{ème} plus gros producteur africain de coton derrière le Bénin lors de la campagne 2018-2019, avec plus de 700 K tonnes produites. La CMDT est détenue à hauteur de 99,5 % par l'État malien.

NIGER

Vote de la loi de finances rectificative par l'Assemblée Nationale

[Après l'adoption par le gouvernement en Conseil des ministres le 8 mai dernier, l'Assemblée Nationale, au cours de la séance plénière du 8 juin 2020](#), a examiné et voté la loi portant première rectification de la loi de finances 2020 avec 118 voix pour, 34 voix contre et zéro abstention. Le ministre des Finances, le ministre délégué au Budget et le ministre Chargé des Relations avec les Institutions ont présenté la loi devant les députés. Pour rappel, en raison de la pandémie de COVID-19, le gouvernement nigérien a décidé de revoir son budget à la hausse de 2 266,2 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) à 2 405,5 Mds FCFA (3,6 Mds EUR), soit une augmentation de 6,2%.

17 M EUR de pertes pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration au Niger

La fermeture des frontières et la mise à l'arrêt des hôtels, restaurants et établissements touristiques, qui emploient 6000 personnes, ont eu un impact important sur le secteur, selon les estimations de l'Association nationale des professionnels du tourisme et de l'hôtellerie du Niger : [les pertes sont estimées à près de 11,3 Mds FCFA \(17 M EUR\)](#). Pour rappel, les mesures de soutien au secteur ont été parmi les premières annoncées par le Président de la République - par exemple la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée de 19% à 10%. Cependant, les opérateurs des établissements hôteliers et touristiques ont indiqué attendre un soutien plus conséquent des pouvoirs publics, notamment le rachat de leurs crédits une aide pour payer les employés.

1 M USD de contribution du Niger pour l'Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation

Le 4 juin 2020, au cours du sommet mondial (par visioconférence) de la vaccination consacré à la reconstitution des fonds de l'Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI) pour la période 2021-2025, [le président de la République Issoufou Mahamadou a annoncé une contribution du Niger à hauteur de 1 M USD](#). La rencontre avait pour but de mobiliser 7,5 Mds USD pour financer les activités de la GAVI et accélérer l'élaboration et la production des vaccins. Pour rappel, la GAVI est une organisation internationale créée en 2000 prenant la forme d'un partenariat des secteurs public et privé sur les questions d'immunisation, qui a pour but d'accélérer les progrès des pays pauvres dans les possibilités d'accès des enfants à la vaccination et dans l'étendue des vaccins disponibles.

Construction d'un nouveau centre de santé à Niamey.

[Le président de la Délégation Spéciale de la Ville de Niamey a procédé, le 9 juin à Niamey, à la cérémonie de lancement des travaux de construction d'un Centre de Santé Intégré](#) de type II équipé et d'un bloc de latrines au profit des habitants de la commune Niamey III. Ce projet est financé par le [Programme d'actions communautaires \(PAC 3\) de la Banque mondiale](#) à hauteur de 69 M FCFA (103,5 K EUR) pour un coût global de 85 M FCFA (127,5 K EUR). L'infrastructure est construite par l'entreprise Assane sous la supervision du bureau Agecrau et la direction des travaux neufs de la ville de Niamey. Le délai d'exécution des travaux est fixé à quatre mois. Le PAC 3 intervient dans les 5 communes de Niamey et 125 communes réparties dans les huit régions du Niger pour le financement de micro-projets, répartis dans trois grandes catégories à savoir, les Activités Génératrices de Revenus (AGR), la Gestion Durable des Terres et des Eaux (GDTE) et les Infrastructures Socio-économiques (ISE).

SENEGAL

Les PME perdraient entre 30 et 100% de leur chiffre d'affaires en raison de la pandémie

L'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (Adepme), pour mesurer l'impact de la crise du COVID-19 sur les PME, a réalisé du 5 mai au 29 mai, [une enquête sur un échantillon de 830 PME réparties sur l'ensemble du territoire national](#). Les résultats indiqueraient que 64% auraient perdu 60 à 100% de leur chiffre d'affaires, tandis que 24,6% auraient estimé avoir perdu plus de 30%. Les restrictions imposées avec l'Etat d'urgence décrété le 23 mars auraient été à l'origine de cette importante récession : 68,89% des cibles indiqueraient l'interdiction des déplacements interrégionaux comme principale mesure impactant leur activité ; 43,8% auraient évoqué la fermeture des frontières ; 43,2% invoquent l'interdiction de rassemblement de plus de 10 personnes ; 39,4% invoquent le couvre-feu dans l'intervalle horaire de 20 heures à 6 heures du matin.

Le Sénégal refuse des permis de pêche à des dizaines de bateaux étrangers

Selon un responsable du secteur, après avoir examiné les demandes de permis de plus de 50 armements étrangers, [le gouvernement aurait refusé de leur attribuer des permis de pêche](#). Cette décision aurait été prise après une campagne conjointe des défenseurs de l'environnement et des pêcheurs locaux qui luttent pour leur survie et celle de la ressource face à la surpêche asiatique et européenne. Selon le responsable de la campagne océans de Greenpeace Afrique, ce refus contribuerait à assurer la subsistance des communautés côtières et donnerait une chance à l'océan de se régénérer, après une décennie où l'industrie de la pêche industrielle avait menacé d'épuiser les stocks de poissons. Pour rappel, la pêche fait vivre directement ou indirectement environ 500 000 Sénégalais, selon les estimations de l'ONU. Le poisson représentait environ 17% des revenus des exportations sénégalaises en 2018, selon des chiffres gouvernementaux.

SIERRA LEONE

Un nouveau cadre de partenariat avec la Banque mondiale

[Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale](#) a examiné un nouveau cadre de partenariat pays pour la Sierra Leone portant sur la période 2021-2026 et qui privilégie les investissements dans le capital humain, la création d'emplois, la diversification économique et la construction d'un système de santé résilient. Guidés par les priorités du Plan national de développement à moyen terme du gouvernement, les trois domaines d'appui du Groupe de la Banque mondiale consistent à : (i) renforcer le capital humain et l'inclusion sociale ; (ii) stimuler la compétitivité et la diversification économique et (iii) renforcer la redevabilité et la stabilité macro-budgétaire. L'impact de la pandémie de COVID-19 entrainera une contraction de l'économie sierra léonaise de l'ordre de 2,3%, contre une prévision initiale de croissance de 4,9%.

Inflation à +15,1% en glissement annuel en avril

[Le taux d'inflation en glissement annuel \(g.a.\) en Sierra Leone](#) se situe à 15,1% en avril 2020, après 15,6% en mars 2020. A l'exception de la composante « Loisirs et culture », toutes les autres composantes ont contribué

à la hausse de l'indice des prix en avril, principalement la « Santé » (+52,3% en g.a.), l'« Education » (+67,3% en g.a.) et les « Aliments et boissons non alcoolisées » (+10,5% en g.a.).

TOGO

40,7 M EUR de l'AFD dans le secteur de l'assainissement

[L'Agence française de développement \(AFD\) et le Togo ont signé, le 8 juin, deux conventions de financement d'un montant total de 40,7 M EUR](#) pour la réalisation d'études d'actualisation du Plan directeur de l'assainissement du Grand Lomé (700 K EUR) et l'extension du réseau d'eau dans plusieurs villes du pays (40 M EUR). Ces prêts permettront notamment d'améliorer l'alimentation en eau potable des villes du Nord (Cinkassé, Korbongou, Bombouaka, Mandouri, Tandjoaré, Gando) et d'étendre le réseau d'eau de la ville de Dapaong à partir du barrage de Dalwak. Pour rappel au Togo, [plus de 77% de la population ne dispose pas d'installation de base pour se laver les mains à domicile](#).

Le Togo, premier exportateur de la CEDEAO de produits bio vers l'Union européenne

[Le Togo a exporté 45 000 tonnes de produits agricoles biologiques vers l'Union européenne \(UE\) en 2019](#), un chiffre en augmentation de plus de 100% par rapport à 2018 (22 000 tonnes). Le pays devient ainsi le 2^{ème} plus gros exportateur africain vers l'UE, derrière l'Egypte. Au niveau mondial, le pays passe du 31^{ème} au 14^{ème} rang des fournisseurs, avec plus particulièrement de bons résultats pour les exportations de soja (42 300 t en 2019 contre 19 700 t en 2018), devant la Chine et l'Inde. Ces performances ont été réalisées alors que les importations européennes de bio sont restées stables entre 2018 et 2019, à 3,2 M tonnes. Pour rappel, le secteur de l'agriculture bio emploie un peu plus de 36 000 personnes au total au Togo, avec une forte production de soja et d'ananas. Près de 40 000 hectares lui sont dédiés.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque